

internationale » (p. 242). Pas de rupture, certes : on imagine mal le scientifique passer par pertes et profits la méthode et les acquis de sa démarche intellectuelle lorsqu'il s'engage dans la vie politique ou dans la société civile. Pourtant, il aurait été vraisemblablement plus juste d'introduire quelque nuance dans cette continuité. Convictions politiques et démarche scientifique relèvent de deux sphères sinon séparées, du moins autonomes, les premières s'inspirant au mieux de la morale (parfois aussi, hélas, de l'opportunisme, ce qui n'a jamais été le cas de Mauss), la seconde de la raison. Ainsi, ce n'est pas seulement au nom de la raison que Marcel Mauss a choisi de se ranger du côté de la Bourse des coopératives socialistes, tandis que Charles Gide, autre grande figure intellectuelle du temps, soutenait les coopératives ouvertes<sup>7</sup>, un choix dont l'histoire du mouvement coopératif a montré par la suite qu'il était plus judicieux. Dans ce domaine, il est clair que les convictions politiques de Mauss l'ont emporté sur sa prudence scientifique. Ce n'est qu'après la Grande Guerre, comme le souligne Sylvain Dzimir, que l'approche radicale de Mauss cédera le pas à une approche plus pragmatique<sup>8</sup>.

Il ne s'agit cependant là que de détails secondaires, qui ne doivent pas cacher l'important apport du livre de J.-F. Bert à l'analyse d'un parcours intellectuel hors du commun.

Denis Clerc

*Alternatives économiques*, 28, rue du Sentier, 75002 Paris, France

Adresse e-mail : [dclerc@alternatives-economiques.fr](mailto:dclerc@alternatives-economiques.fr)

Disponible sur Internet le 13 janvier 2014

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2013.12.005>

**Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?, M. Simonet. La Dispute, Paris (2010). 224 p.**

Maud Simonet présente une synthèse de ses importants travaux sur le bénévolat et le volontariat. Synthèse ? Non. Thèse plutôt. L'angle choisi, « analyser le bénévolat comme du travail » (p. 10), est original, tandis que la thèse est affichée dès le premier chapitre en parlant de volontaires engagés dans deux associations — *Unis-Cité* en France et *City Year* aux États-Unis : « dans tous les cas, c'est leur rapport à l'emploi qui détermine, de l'entrée à la sortie des programmes, les dynamiques de leur engagement [. . .]. Retraduit en offre d'engagement par les institutions de l'État social (travail social, justice), il n'en est pas moins objectivement vécu comme un sous-emploi » (p. 33). L'auteur va argumenter cette idée, sans dévier, jusqu'à sa conclusion : « Le bénévolat, solution à la crise de l'emploi ? Ce pourrait, à première vue, être le mot d'ordre qui réunit les différents usages, sociaux, politiques et associatifs, du travail bénévole que j'ai mis en lumière ici, et même ce qui fait système, à ces différentes échelles de l'analyse » (p. 213). « Dans le même mouvement où il se substitue à l'emploi pour les jeunes des classes populaires, le volontariat institue un statut de travailleur qui attaque par différentes voies [. . .] : la cotisation sociale, le syndicalisme, le droit du travail » (p. 217).

L'engagement bénévole est saisi comme une carrière parallèle, une « face cachée de la carrière professionnelle » (p. 53), ce qui conduit à mettre en évidence des rapports sociaux inégalitaires jusqu'au cœur des activités associatives. S'opposent ainsi, d'un côté, les bénévoles et volontaires

<sup>7</sup> C. Gide, 2005. *Coopération et économie sociale, 1904-1926* (volume VII des Œuvres de Charles Gide, présenté et annoté par Patrice Devillers). L'Harmattan, Paris.

<sup>8</sup> S. Dzimir, 2007. *Marcel Mauss, savant et politique*. La Découverte, Paris.

\* Note critique publiée à titre posthume, avec l'aimable autorisation de l'épouse de l'auteur.

intégrés dans le monde du travail qui retirent de leurs engagements du sens et de nouvelles ressources et, de l'autre côté, des individus en réelle difficulté au regard de l'emploi, qui n'ont pas vraiment d'autre choix que de travailler gratuitement. Les premiers seraient dans le registre du cumul et les seconds dans le registre du sacrifice.

Dans le deuxième chapitre, l'auteur veut mettre en évidence une instrumentalisation du bénévolat par la puissance publique pour pallier les besoins en emplois de l'État providence. Elle mobilise des auteurs contemporains (Rifkin, Krinsky, Castel, Sue. . .) spécialistes du travail et quelques-uns des auteurs ayant travaillé sur la notion d'utilité sociale en France (Gadrey, Trouvé, Hély. . .) pour produire sa propre réflexion : « les politiques du bénévolat menées en France comme aux États-Unis affichent rarement le projet qui les détermine [. . .]. Elles se présentent presque toujours comme une fin en soi » (p. 78). Le bénévolat serait donc encouragé au nom d'une sorte d'injonction de citoyenneté.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, Maud Simonet propose de lever « le voile de la citoyenneté qui masque l'agenda réel des politiques du bénévolat » (p. 80). L'analyse s'oppose au discours commun, « cette représentation des rapports entre l'engagement bénévole des citoyens et l'État qui s'est construite entre la France et l'Amérique et qui permet à ce mythe de l'initiative privée de masquer la mise au travail public des citoyens » (p. 81). À nouveau, une pléiade d'auteurs est convoquée (Tocqueville, Putnam, Bourdieu, mais aussi Clinton et Reagan. . .) pour étayer cette idée à l'aide de nombreuses sources documentaires sur les programmes publics américains en faveur du volontariat. « Comme c'est déjà le cas aux États-Unis, ce qui s'élabore aujourd'hui ressemble bien à un statut de travailleur semi-public, au sens où il est en grande partie « financé » par l'État et où ses secteurs d'intervention [. . .] sont en priorité définis par l'État » (p. 119). Ce travailleur, ni complètement public, ni pleinement reconnu comme travailleur, serait co-produit, entre les associations et l'État, par la circulation des élites entre le monde du bénévolat et le monde politico-administratif. Le monde associatif est alors décrit comme « un ordre structurellement ambivalent, [un] monde du travail qui se pense difficilement comme tel [et] peut, dans le même mouvement, et lutter contre la précarité et devenir un instrument de sa production » (p. 148).

Dans la dernière partie, Maud Simonet s'intéresse à la dimension gestionnaire des associations, ce qui lui permet de souligner comment, selon elle, les instruments mobilisés par les associations pour gérer la ressource bénévole empruntent aux outils de la gestion des emplois de l'entreprise avec un nouveau discours sur la pratique bénévole, un « néo-management » du bénévolat (p. 172). Confronté à une somme d'injonctions, de contraintes, d'obligations, le travailleur bénévole, bien que non concerné par la subordination juridique du salarié, serait en fait soumis à une subordination de statut. À l'appui de cette thèse, l'auteur rapporte quelques cas de conflits entre des associations et leurs bénévoles, et la requalification de contrats bénévoles en contrats de travail ordinaires par l'URSSAF, voire par la Cour de cassation.

L'intérêt de cet ouvrage est qu'il remet en cause le sens commun que l'on attribue aux vertus associatives et dont le bénévolat est un élément clé. Il est aussi nourri par d'importantes sources documentaires sur le volontariat aux États-Unis, et les nombreux *verbatim* qui illustrent les analyses sont souvent stimulants. Le lecteur appréciera l'important matériau rassemblé pour analyser le « travail bénévole ».

En dépit de cette assise empirique, la thèse de l'auteur pourrait être débattue activement, et cela pour plusieurs raisons : d'abord, du début à la fin de l'ouvrage il existe une confusion vraiment dommageable entre le bénévolat et le volontariat ; ensuite, malgré quelques prudences de style, les montées en généralité affleurent fréquemment à partir d'exemples qui pourtant ne peuvent se lire qu'en contexte — et les études de cas ne renvoient qu'à une très faible partie du bénévolat français, aussi bien en volume qu'en secteurs d'activités — ; enfin, le dernier chapitre sur le thème

de la dérive néo-managériale dans le monde associatif alimente une critique « gestionnaire » qui mériterait d'être argumentée de façon plus serrée.

François Rousseau

Disponible sur Internet le 11 janvier 2014

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2013.12.023>

**Néolibéralisme et autogestion : l'expérience argentine, M. Quijoux. Éditions de l'IHEAL, Paris (2011). 282 p.**

Le livre de Maxime Quijoux est consacré à l'étude du mouvement de récupération d'usines pendant la crise argentine du début des années 2000. Un certain nombre d'entreprises industrielles furent, en effet, transformées en coopératives ouvrières, en général après fermeture ou après la fuite des patrons. Ce thème bien connu en France de la récupération est traité sur un mode original, à partir de l'ethnographie de deux sites et sans se limiter aux aspects seulement politiques de la question.

Le cœur de l'enquête de M. Quijoux vise à comprendre pour quelles raisons et comment les ouvriers de deux usines assez traditionnelles, attachés à leur patron et à leur emploi, plutôt soumis et très peu politisés, en sont venus à reprendre en main leur usine. La première entreprise, les textiles Bruckman, est l'une des plus emblématiques du mouvement et a été l'objet de la curiosité de nombreux militants et journalistes. L'auteur s'y est rendu pendant plusieurs mois, presque tous les soirs à la fin du travail, pour discuter avec les ouvrières, gagner leur confiance et comprendre leur mode de participation au mouvement. Le deuxième site (Nueva Esperanza) est une petite usine de fabrication de ballons de baudruche en banlieue de Buenos Aires. Reçu plus froidement, M. Quijoux parviendra à s'y faire accepter en proposant d'aider aux tâches peu qualifiées en échange d'un peu de temps accordé pour des interviews. De cette manière, il parvient à comprendre ce qui se joue pour les ouvriers et les ouvrières sur les deux sites, en relevant notamment l'importance des formes de socialisation sur le long terme. Pour cela, il examine en détail les origines, le passé, les expériences, l'incorporation des normes du travail, le vécu d'une culture d'entreprise. On découvre ainsi des populations fragiles et malléables qui, selon des modalités spécifiques, ont fondé leur identité et ont structuré leur existence autour de la vie à l'usine et des exigences patronales. La discipline, la valeur du travail, le respect de l'autorité de l'entrepreneur ont été profondément intériorisés. Quand la situation économique s'est détériorée, les salariés ont été ébranlés. La fermeture des usines a été vécue dans le désarroi comme une forme d'abandon par le patron. Les différents sentiments d'appartenance au monde social créé par l'usine leur faisaient considérer la situation de sans-emploi comme inconcevable. Dès lors, récupérer l'usine n'a pas été une manière de prendre une revanche sur le patronat, mais plutôt une manière de conserver l'emploi.

M. Quijoux montre bien à quel point l'acte de récupération est nouveau et imprévu pour cette frange du salariat argentin. Cette audace n'a été possible qu'en raison de l'activisme politique d'éléments étrangers aux usines, dans un contexte politique et économique exceptionnel. Les ouvriers les moins prédisposés à ce type d'opérations peuvent donc y venir, mais cela suppose un accord entre les exigences de la socialisation préexistante et les circonstances. Si la récupération a été si difficile, c'est aussi à cause des conservatismes préalables. Les processus de récupération ont occasionné des tensions et des hésitations que l'auteur décrit très bien dans la partie centrale de son livre. La comparaison des deux sites permet cependant de constater qu'il n'y a pas un cheminement unique dans ce type de situation et que les décisions et les comportements s'improvisent parfois dans la douleur.